

« L'année 2025 confirme la fin de l'ordre post-seconde guerre mondiale »
Valérie Rosoux, politiste
(Bilan du monde 2026)

La diplomatie de Donald Trump sur tous les fronts signe le remplacement de la compétence par l'avidité, explique la spécialiste des relations internationales, dans un entretien au « Monde ».

L'année 2025 marque le 80e anniversaire de l'ordre post-seconde guerre mondiale. Qu'en reste-t-il ?

L'année 2025 est symptomatique sur le plan des commémorations : le 8 mai, en Europe, avec un message basé sur la réconciliation et une certaine réflexivité ; le 9 mai, à Moscou, avec une parade militaire affirmant la continuité entre Grande Guerre patriotique et guerre en Ukraine, le but étant de combattre « le fascisme » et l'OTAN ; le 3 septembre, en Chine, un énorme défilé militaire pour affirmer sa puissance face à Taïwan, au Japon et à l'Occident. A chaque fois se rejoue ce que Georges Bernanos (1888-1948) décrit dans *Les Enfants humiliés*, à savoir que « l'avenir n'appartient pas aux morts, mais à ceux qui font parler les morts, qui expliquent pourquoi ils sont morts ». A ce sujet, 2025 confirme la fin de l'ordre post-seconde guerre mondiale.

Trois éléments me frappent au sujet du « désordre » mondial actuel. Primo, le passage d'un système basé sur la négociation à un système basé sur l'« égo-ciation » avec la domination de leaders tels que le Donald Trump, Vladimir Poutine ou encore Benyamin Nétanyahou. Chacun d'eux se positionne sur la base de décisions versatiles, unilatérales, faites de tête-à-queue au gré des intérêts perçus du moment. Aux Etats-Unis, ce type de manœuvres se reflètent dans le domaine économique (tarifs qui fluctuent selon les cadeaux faits ou non au président), en politique étrangère (aide et abandon de l'Ukraine, interventions en Iran ou au Venezuela) et dans la politique intérieure (suspension subite des décisions relatives aux demandes d'asile introduites par des Afghans qui avaient aidé les forces américaines).

Secundo, la confusion entre pouvoir politique et pouvoir économique. Ces liens ne sont pas radicalement nouveaux, mais ils sont devenus ostentatoires, notamment depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche : la présence d'Elon Musk dans le bureau Ovale, les bitcoins, les liens familiaux liés à l'immobilier dans les Balkans, au Proche-Orient et sans doute bientôt en Russie.

Tertio, le désordre est complet concernant les droits humains : la seule mention des termes « déportation de masse » ou « traque aux illégaux » nous transporte à mille lieues des bases de l'ordre mondial mis en place en 1945.

Les conflits en Ukraine et à Gaza sont-ils des guerres de rupture avec l'ordre ancien ? Quelles sont les perspectives en Palestine ?

Je songe à trois ruptures par rapport à l'ordre ancien. La première concerne la posture : une attitude caractérisée par une arrogance complète vis-à-vis du droit international et une froide indifférence à l'égard de la dignité humaine, y compris celle de ses propres soldats. Le prix est énorme pour les civils, en particulier les enfants. La deuxième rupture est stratégique. Elle concerne de nouveaux armements et de nouvelles tactiques, cristallisées par le survol récurrent de drones au sein de l'Union européenne (UE). La troisième concerne le rapport à la presse, les journalistes étant systématiquement ciblés : interdiction d'entrer à Gaza, assassinats en Ukraine, accès restreint à la Maison Blanche, usage décomplexé de la propagande.

Je perçois cependant deux types de continuité. La première est un retour du colonial, manifesté par l'appel « Great again » : Etats-Unis à l'égard du Groenland, Grand Israël, Grande Russie. La deuxième résulte d'une forme de superposition temporelle : chaque conflit est un millefeuille mémoriel où passé et présent se dévorent. En Ukraine, une femme m'expliquait sa rage à l'égard des Russes qui avaient tué son mari, « les mêmes que ceux qui ont tué mon grand-père » (jeté comme un déchet d'un wagon à bestiaux parti vers la Sibérie). Même chose à Gaza, où les échanges entre Israéliens et Palestiniens sont constamment teintés par des références à la Nakba et

la Shoah.

Que pensez-vous de l'activisme diplomatique de Donald Trump ?

Donald Trump ne se projette manifestement ni dans le long terme, ni dans un souci des populations en présence. Il semble jouer en fonction d'intérêts à court terme (« tout, tout de suite ») et beaucoup plus étroits : intérêt de mon pays, de mon parti, de ma famille. Ses efforts de médiation en Ukraine ou à Gaza apparaissent comme une caricature de ce que des diplomates chevronnés décrivent comme les « péchés capitaux de la médiation » : ignorance, arrogance, partialité, hâte.

L'ignorance est manifeste lorsque Donald Trump déclare avec agacement, en parlant de la Russie et de l'Ukraine : « Qu'elles proclament toutes les deux la victoire ! » Ces mots témoignent d'une méconnaissance totale du fond du conflit, de son épaisseur sociale et historique. L'arrogance résulte d'une forme d'hubris, face à laquelle le droit n'a aucune importance. La partialité s'exprime dès qu'il s'agit de protéger les agresseurs et d'humilier les agressés, que ce soit en Ukraine ou à Gaza. La hâte est hollywoodienne. Il s'agit de tout résoudre en vingt-quatre heures, en une semaine ou avant Thanksgiving, alors que la construction d'une paix durable demande des trésors de patience et d'intelligence. Une vraie médiation demande de l'humilité. On en est très loin.

L'histoire et la mémoire des peuples ne sont-elles pas les vrais obstacles à la paix ?

La mémoire est fondamentalement ambivalente. Elle n'est ni positive ni négative en soi. Elle dépend des intérêts poursuivis. Le recours au passé peut remobiliser une population contre un groupe ou, au contraire, la démobiliser. S'engager dans un travail de mémoire n'a rien à voir avec une forme de révisionnisme. Les faits du passé ne peuvent être modifiés. On ne peut pas faire que ce qui s'est passé ne soit pas arrivé. En revanche, le sens des faits n'est jamais fixé une fois pour toutes, et c'est sur ce sens que l'on peut travailler. Paul Ricoeur (1913-2005) a écrit des pages lumineuses sur cette thématique. Et le cas franco-allemand reste l'un des cas les plus remarquables à ce sujet.

Un ordre mondial multipolaire, comme le souhaitent les pays du Sud global, constitue-t-il une alternative crédible ?

Personnellement, je ne vois pas d'autre option à long terme qu'un ordre mondial basé sur le droit. Que ce système soit unipolaire, bipolaire ou multipolaire, il doit s'ancrer dans la protection des droits humains si l'objectif est de permettre le déploiement d'individus libres et égaux. Un monde multipolaire n'est pas nécessairement instable : les pôles de puissance peuvent choisir de coopérer ou de s'opposer, en passant par une compétition régulée. Tout dépend du leadership. Une voie alternative crédible requiert des leaders dotés d'une vision à long terme et d'une loyauté multidirectionnelle : envers les générations passées qu'il s'agit d'honorer, les générations présentes dont il faut protéger les droits, et surtout les générations à venir pour élargir l'horizon d'attente. L'année 2025 nous éloigne de ce type de leadership.